

CD/PV.113
10 mars 1981
FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA CENT TREIZIEME SEANCE

· tenue au Palais des Nations, à Genève,
· le mardi 10 mars 1981, à 10 h 30

Président : M. G. Herder (République démocratique allemande)

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE

<u>Algérie</u> :	M. A. BENYAMINA
<u>Allemagne, République fédérale d'</u> :	M. G. PFEIFFER M. N. KLINGLER M. H. MÜLLER
<u>Argentine</u> :	M. F. JIMENEZ DAVILA Mlle N. FREYRE PENABAD
<u>Australie</u> :	M. R. STEELE M. T. FINDLAY
<u>Belgique</u> :	M. A. ONKELINX M. J-M. NOIRFALISSE
<u>Birmanie</u> :	U SAW HLAING
<u>Brésil</u> :	M. S. de QUEIROZ DUARTE
<u>Bulgarie</u> :	M. P. VOUTOV M. R. DEYANOV M. I. SOTIROV M. K. PRAMOV
<u>Canada</u> :	M. G. SKINNER
<u>Chine</u> :	M. YU Peiwen M. SA Benwang M. YU Mengjia
<u>Cuba</u> :	Mme V. BOROWDOSKY JACKIEWICH
<u>Egypte</u> :	M. I.A. HASSAN
<u>Etats-Unis d'Amérique</u> :	M. C.C. FLOWERREE M. F. De SIMONE Mme K. CRITTENBERGER M. J.A. MISKEL M. H. WILSON
<u>Ethiopie</u> :	M. F. YOHANNES
<u>France</u> :	M. J. de BEAUSSE M. M. COUTHURES
<u>Hongrie</u> :	M. I. KOMIVES M. C. GYORFFY
<u>Inde</u> :	M. S. SARAN
<u>Indonésie</u> :	M. E. SOEPRAPTO M. HARYOMATARAM M. F. QASIM M. KARYONO

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

<u>Iran</u> :	M. J. ZAHIRNIA
<u>Italie</u> :	M. V. CORDERO di MONTEZEMOLO M. A. CIARRAPICO M. B. CABRAS M. E. di GIOVANNI
<u>Japon</u> :	M. Y. OKAWA M. M. TAKAHASHI M. R. ISHII M. K. SHIMADA
<u>Kenya</u> :	M. S. SHITEMI M. G. MUNIU
<u>Maroc</u> :	M. A. SKALLI M. M. CHRAIBI
<u>Mexique</u> :	M. A. GARCIA ROBLES M. M.A. CACERES
<u>Mongolie</u> :	M. D. ERDEMBILEG M. L. BAYART M. S.O. BOLD
<u>Nigéria</u> :	M. M.B. BRIMAH M. W.O. AKINSANYA M. T. AGUIYI, IRONSI
<u>Pakistan</u> :	M. M. AHMAD M. M. AKRAM M. T. ALTAIF
<u>Pays-Bas</u> :	M. R.H. FEIN M. H. WAGENMAKERS M. N.H. BIEGMAN
<u>Pérou</u> :	M. F. VALDIVIESO
<u>Pologne</u> :	M. B. SUJKA M. J. CIALOWICZ M. K. TOMASZEWSKI M. T. STROJWAS
<u>République démocratique allemande</u> :	M. G. HERDER M. H. THIEBLICKE M. M. KAULFUSS M. P. BÜNTIG
<u>Roumanie</u> :	M. T. MELESCANU
<u>Royaume-Uni</u> :	M. D.M. SUMMERHAYES Mme J.I. LINK

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

<u>Sri Lanka</u> :	M. H.M.G.S. PALIHAKKARA
<u>Suède</u> :	M. C. LIDGARD M. L. NORBERG M. S. STRÖMBÄCK M. G. EKHOLM M. J. LUNDIN
<u>Tchécoslovaquie</u> :	M. M. RUZEK M. P. LUKES M. J. JIRUSEK M. J. FRANIK
<u>Union des Républiques socialistes soviétiques</u> :	M. V.L. ISSRAELIAN M. B.P. PROKOFIEV M. Y.V. KOSTENKO M. L.A. NAOUMOV
<u>Venezuela</u> :	M. A.R. TAYLHARDAT M. O.A. AGUILAR
<u>Yougoslavie</u> :	M. M. VRHUNEC M. B. BRANKOVIC
<u>Zaïre</u> :	M. N'KONGO DONTONI BWANDA
<u>Secrétaire du Comité et Représentant personnel du Secrétaire général</u> :	M. R. JAIPAL
<u>Secrétaire adjoint du Comité</u> :	M. V. BERASATEGUI
 <u>REPRESENTANTS D'ETATS NON MEMBRES</u>	
<u>Norvège</u> :	M. J. HOLST M. O. VAERNO

Le PRESIDENT (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 113ème séance plénière du Comité du désarmement. Nous allons reprendre l'examen du point 6 de l'ordre du jour, intitulé "Programme global de désarmement".

Avant de donner la parole aux orateurs inscrits, je voudrais parler de deux questions qui appellent une décision du Comité. A notre réunion officieuse d'hier, nous avons examiné une communication dans laquelle l'Autriche indiquait les points de l'ordre du jour qui présentent pour elle un intérêt particulier. Selon l'usage, le secrétariat a distribué le projet de décision pertinent, qui figure dans le document de travail No 35 1/. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai le projet de décision comme adopté.

Il en est ainsi décidé.

Je voudrais maintenant passer à un autre sujet. Les membres du Comité se souviendront qu'à la 106ème séance plénière, le Président du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques a présenté un rapport intérimaire sur la onzième session de ce Groupe (CD/150). Selon l'usage, je me propose de présenter ce rapport au Comité pour approbation. Auparavant, je voudrais vous demander si vous avez des observations à formuler sur ce rapport.

M. FLOUERREE (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je vois le document CD/150 et que je n'ai pas pu le comparer au rapport qui avait été distribué officieusement, j'aimerais savoir s'il diffère de celui que les sismologues ont présenté auparavant. Si oui, je vous prie de bien vouloir indiquer les modifications apportées. Si les deux textes sont analogues, je n'aurai aucune difficulté à approuver ce rapport.

Le PRESIDENT (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Je confirme que ce texte est identique à celui qui a été distribué précédemment.

M. LIDGARD (Suède) (traduit de l'anglais) : Je voudrais simplement rappeler qu'en fait, j'ai présenté ce document il y a une quinzaine de jours.

Le PRESIDENT (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : S'il n'y a pas d'objections, je considérerai le rapport intérimaire du Groupe spécial figurant dans le document CD/150 comme adopté.

Il en est ainsi décidé.

1/ "En réponse à la demande de l'Autriche (CD/148 et CD/163) et conformément aux articles 33 à 35 du règlement intérieur, le Comité décide d'inviter le représentant de l'Autriche à participer, au cours de l'année 1981, aux réunions des groupes de travail spéciaux sur les armes chimiques et sur les arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires."

M. CORDERO di MONTEZEMOLO (Italie) : Monsieur le Président, je désire avant tout, au nom de ma délégation, vous féliciter de votre accession à la présidence du Comité pour le mois de mars. Je suis persuadé que vos qualités humaines et professionnelles, votre longue expérience dans la diplomatie multilatérale, se révéleront très utiles au progrès de nos travaux.

Je tiens à dire aussi combien nous avons apprécié la façon magistrale avec laquelle votre prédécesseur, l'Ambassadeur François de la Gorce, s'est acquitté de sa tâche pendant le mois de février. Sous sa direction exemplaire le Comité a franchi une étape importante de ses travaux.

Monsieur le Président, il est mon intention de m'adresser aujourd'hui au point 6 de notre ordre du jour - Programme global de désarmement - conformément au programme de travail que nous avons établi. Toutefois, en considération du déroulement de nos débats et de l'entrelacement des questions à traiter, il me semble opportun de toucher aussi au point 2 - Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire. Je commencerai par celui-ci.

Ma délégation partage avec les autres délégations le sentiment de l'importance et de l'urgence que revêt la question de la cessation de la course aux armements nucléaires et du désarmement nucléaire. Pour cela elle souhaite vivement qu'il y ait des progrès sur cette question au sein de tous les forums concernés : ceux de nature multilatérale comme notre Comité aussi bien que ceux de nature bilatérale qui concernent directement les deux puissances possédant les arsenaux militaires les plus importants.

S'il est clair que, à ce stade, il n'y a pas de consensus sur la création d'un groupe de travail ad hoc consacré aux problèmes du désarmement nucléaire, cela ne signifie pas la fin de nos efforts à cet égard : dans un domaine de telle importance et de telle complexité, c'est le Comité lui-même, au niveau plus proprement politique, qui constitue un groupe de travail. Nous sommes convaincus que le Comité du désarmement ne peut pas se dissocier de la recherche de solutions à l'un des problèmes fondamentaux de notre temps et qu'il peut avoir un rôle à jouer, à des stades appropriés, dans le processus de désarmement nucléaire. Il l'a déjà joué naguère, témoins le Traité de non-prolifération, le Traité sur les fonds marins, le Traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires. Dans les cas que j'ai cités deux conditions préalables étaient remplies : l'objet de la négociation avait été clairement cerné et le rôle du Comité clairement identifié. Nous n'en sommes pas là aujourd'hui en ce qui concerne le point 2 de notre ordre du jour, un point que tout le monde s'accorde à qualifier de "complexe", c'est-à-dire composé de multiples aspects et intimement lié à d'autres questions qui dépassent son cadre et qui touchent aux fondements mêmes du système international actuellement existant.

Si nous ne sommes pas au stade de pouvoir envisager avec réalisme la création d'un groupe de travail ad hoc, nous devons néanmoins continuer à examiner, avec toute l'attention et l'urgence qu'il mérite, ce thème d'importance capitale pour l'humanité entière. Ma délégation constate avec satisfaction qu'il y a un sentiment général favorable à réserver, pendant cette première partie de notre session annuelle, des réunions officielles du Comité à ce thème, ainsi qu'à celui de l'interdiction complète des essais nucléaires. Elle appuie, à cet égard, le projet de déclaration de la Présidence que la République fédérale d'Allemagne a présenté hier au cours de la réunion officielle du Comité. Nous considérons cet exercice non pas comme un exercice d'école ou de caractère théorique, mais comme un exercice préliminaire par rapport à la fonction propre de ce Comité qui reste celle de négocier des mesures concrètes.

(II. C'Ordero di Montezemolo, Italie)

Certaines délégations ont manifesté le besoin d'axer d'éventuelles discussions autour d'un point focal bien établi. Ma délégation partage en général ce souci d'ordre méthodologique; elle se demande toutefois si le meilleur point de repère pour entamer des discussions de fond ne soit toujours pas constitué par les paragraphes pertinents du Programme d'action contenu dans le Document final. Ayant fait l'objet d'un consensus, ils reflètent les différents éléments et les différents points de vue dans un ensemble équilibré et soigneusement négocié. En empruntant cette voie, nous avancerions dans la juste direction. En effet, en ce qui concerne le point 2 de notre ordre du jour, la difficulté pratique à laquelle se heurtent nos efforts réside dans le fait que le Programme d'action est un vaste cadre de caractère général, alors que la vocation du Comité, ainsi que sa tâche institutionnelle, sont de négocier des mesures spécifiques d'ordre multilatéral. Or, pour dépasser cette antinomie, le Comité devrait chercher à approfondir les différents aspects d'une question qui est objectivement "complexe". Il s'agirait de chercher à identifier un par un les éléments constitutifs et d'en définir les corrélations avec les autres facteurs qui déterminent le processus du désarmement : ma délégation pense notamment aux rapports qui existent entre le désarmement nucléaire et la sécurité des Etats, entre le désarmement nucléaire et le désarmement conventionnel, entre les mesures réalisables et les possibilités de vérification.

Il y a déjà une mesure spécifique qui a été identifiée et à laquelle nous tous avons donné la plus haute priorité : l'interdiction complète des essais nucléaires, qui figure au point 1 de notre ordre du jour. D'autres mesures peuvent être identifiées; dans les années passées de nombreuses contributions utiles ont été effectuées à cette fin; je voudrais rappeler, parmi les autres, celles des délégations du Canada et de l'Australie.

Monsieur le Président, à ce point mes propos rejoignent les considérations que j'ai l'intention de faire à l'égard du point 6 de l'ordre du jour, intitulé "Programme global de désarmement". Dans ce cadre aussi, il faudra se livrer à un exercice d'analyse du concept général de désarmement nucléaire. Je me permets d'ajouter que les réunions officielles que ce Comité réserverait au désarmement nucléaire pourraient s'avérer utiles également pour les travaux du groupe ad hoc qui s'occupe du Programme global.

La délégation italienne a toujours porté un intérêt particulier à l'élaboration d'un Programme global de désarmement. Le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères d'Italie, M. Speranza, en a indiqué encore une fois les raisons de fond dans son intervention prononcée devant ce Comité le 3 février dernier.

Aujourd'hui je me propose de toucher à quelques aspects d'ordre général et de remettre l'examen des problèmes spécifiques à d'autres occasions.

Je tiens à souligner avant tout que ma délégation souhaite que l'élaboration d'un projet de Programme global puisse être achevée au sein du Comité avant la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Bien qu'il appartienne à l'Assemblée générale de prononcer le mot final sur le Programme global, ma délégation considérerait regrettable l'hypothèse que ce Comité n'arrive pas à se mettre d'accord sur un projet de Programme : sa crédibilité en serait atteinte. Pour parer à cette éventualité un maximum de flexibilité est requis de la part de tous.

Monsieur le Président, le Groupe ad hoc qui conduit ses travaux sous la présidence de l'Ambassadeur Garcia Robles a identifié deux points sur lesquels un consensus paraît exister : a) le Programme global devrait comprendre une succession

(II. Cordero di Montezemolo, Italie)

de phases, b) un réexamen devrait avoir lieu à l'issue de chaque phase. Il me paraît important de souligner ces deux éléments, car ils servent, entre autres, à caractériser le Programme global par rapport au Programme d'action du Document final ou à d'autres documents de contenu similaire. Personne en effet ne souhaite que le Programme global soit une autre liste encore de mesures de désarmement. Nous ne croyons pas, par contre, que cette "diversité" puisse être créée de façon artificielle en donnant au Programme global une valeur juridiquement contraignante qui n'est pas la sienne. S'il est vrai que la tâche institutionnelle du Comité est celle de négocier des textes agréés, il n'en suit pas nécessairement que ces textes soient des conventions ou des traités. Dans le cas du Programme, il s'agirait en effet - comme nous l'avons indiqué dans notre document de travail CD/155 - d'un "cadre agréé pour des négociations de fond dans le domaine du désarmement".

Des considérations analogues sont à faire au sujet des cadres chronologiques qui devraient accompagner chaque phase ou stade d'application dudit Programme : cette proposition - dont nous comprenons très bien la préoccupation qui est derrière - nous paraît ressortir également d'une approche plus juridique que politique. En droit, une obligation n'a quasiment de sens si elle ne prévoit un délai pour être remplie. Le Programme global ne peut avoir le caractère d'un instrument juridique, mais celui d'un engagement politique. Dans ce contexte, un calendrier préétabli ne le rendrait pas, de par lui-même, plus efficace.

Je voudrais observer que tant ceux qui appuient l'idée de fixer des cadres chronologiques que ceux qui s'y opposent sont d'accord sur le fait que la volonté politique des Etats reste le facteur décisif. Les premiers toutefois aimeraient voir cette volonté soustraite aux fluctuations de la conjoncture internationale et liée, dès le début, à un calendrier comprenant tous les pas et toutes les phases conduisant au désarmement général et complet sous un contrôle efficace.

La délégation est convaincue qu'il est possible de poursuivre le même but - à savoir celui de conférer au Programme global une efficacité réelle et durable - en accompagnant le Programme d'une action politique soutenue visant à éliminer les sources de tension et d'injustice dans le monde et à accroître l'efficacité des mécanismes internationaux prévus, dans le cadre et en dehors de l'Organisation des Nations Unies, pour le règlement pacifique des différends et pour la promotion des droits politiques, civils, sociaux et économiques de l'homme. Ici réside la valeur des mesures dites collatérales qui doivent à chaque étape faire partie intégrante du Programme global à côté des mesures concernant spécialement le contrôle des armements et de désarmement : leur application - et le renforcement de la sécurité et de la confiance internationales qui s'ensuivrait - contribuerait à soustraire la "volonté politique" des Etats aux fluctuations de la conjoncture internationale bien davantage que la fixation d'un calendrier détaillé.

Merci, Monsieur le Président.

Le PRESIDENT (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) :
Je remercie le distingué représentant de l'Italie de sa déclaration et des félicitations qu'il m'a adressées à l'occasion de mon accession à la présidence.

M. SOEPRAPTO (Indonésie) (traduit de l'anglais) : Au paragraphe 11 de la Déclaration faisant des années 1980 la deuxième Décennie du désarmement (A/RES/35/46), l'Assemblée générale déclare que le programme global de désarmement, reconnu comme élément important d'une stratégie internationale du désarmement, "devrait être élaboré de toute urgence", et que "le Comité du désarmement devrait accélérer ses travaux d'élaboration de ce programme afin que celui-ci puisse être adopté au plus tard lors de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui doit avoir lieu en 1982". Le Comité a donc décidé le 12 février que le Groupe de travail sur le programme global de désarmement, créé l'an passé, devrait reprendre ses travaux. Le groupe, présidé par M. Garcia Robles, représentant du Mexique, a déjà entamé des négociations de fond sur cette question.

Ce groupe de travail, organe de négociation le plus approprié, ayant donc repris son travail sur des questions de fond et ma délégation ayant fait connaître l'an passé devant le Comité sa position générale sur les questions relatives au programme global de désarmement, je ne parlerai que de deux questions, celle de la forme que pourrait prendre l'instrument d'élaboration du programme, et celle du calendrier à adopter.

En ce qui concerne la première, il est vrai que le programme global de désarmement, en tant que programme, ne prendra pas nécessairement la forme d'un instrument international juridiquement contraignant comme une convention ou un traité, mais il ne faudrait pas pour autant y voir une simple recommandation. Il doit avoir une certaine autorité, supérieure à celle d'une simple déclaration, mais qui pourrait être inférieure à celle d'une convention ou d'un traité. Le programme ne devrait pas être une simple expression d'intention des Etats; il doit aussi définir clairement leur engagement d'appliquer le programme de bonne foi.

Quant à la seconde question, ma délégation estime aussi que l'exécution du programme devrait être envisagée dans un cadre temporel approprié et qu'il faudrait prévoir des examens périodiques pour permettre à la communauté internationale de faire le bilan des progrès réalisés dans l'exécution du programme.

Il n'est pas nécessaire de souligner à nouveau qu'aucune des mesures proposées dans le programme ne doit pas être considérée comme une fin en soi. Elle constitue seulement une étape vers l'objectif ultime du processus de désarmement, le désarmement général et complet sous un contrôle international efficace. Ce désarmement général et complet sous contrôle international efficace n'est d'ailleurs pas non plus une fin en soi. C'est le moyen d'atteindre un autre objectif, celui d'une paix internationale véritable et durable.

Je ne saurais terminer cette brève déclaration sans vous adresser, M. le Président, les chaleureuses félicitations de ma délégation pour votre accession à la présidence du Comité pour le mois de mars. Votre tâche est dure et difficile, mais je suis sûr que vous pourrez toujours compter sur la coopération de tous les membres du Comité.

Ma délégation est également convaincue que le Comité pourra bénéficier de votre vaste expérience et qu'il continuera d'aller de l'avant et de faire de nouveaux progrès. Je voudrais aussi exprimer la sincère gratitude de ma délégation à votre prédécesseur, l'Ambassadeur de France, M. François de la Gorce, qui a présidé nos travaux pendant le mois de février. Grâce à sa flexibilité et à sa fermeté, à sa patience et à son efficacité, le Comité a pu résoudre rapidement les problèmes de procédure et entamer les négociations sur la plupart des points de l'ordre du jour.

Le PRESIDENT (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Indonésie de sa déclaration et des aimables paroles qu'il a prononcées à mon égard.

N. YU PEIWEN (Chine) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je tiens à exposer nos vues sur deux questions inscrites à l'ordre du jour, d'une part la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire et, d'autre part le programme global de désarmement.

Comme de nombreuses autres, la délégation chinoise attache une grande importance au problème de la cessation de la course aux armements nucléaires et du désarmement nucléaire, étant donné son incidence directe sur la question maîtresse de l'élimination du danger de guerre nucléaire et du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Dans leurs déclarations, de nombreux représentants expriment l'appréhension et la grave préoccupation que leur cause la situation actuelle en matière de désarmement nucléaire à l'échelle mondiale. Procédant depuis longtemps à l'essai, à la mise au point et à la production d'armements de ce genre, chacune des deux superpuissances a accumulé un stock énorme d'armes nucléaires. Selon les estimations faites dans l'"Etude d'ensemble des armes nucléaires", présentée par le Secrétaire général à l'Assemblée générale, les deux superpuissances, possèdent à elles seules 48 000 têtes nucléaires de divers types, soit 97 % du total des têtes nucléaires existant dans le monde, ou, en termes de puissance nucléaire, l'équivalent de 19 milliards de tonnes de TNT, soit 96 % de la puissance nucléaire totale du monde entier. Ces chiffres montrent à l'évidence que les deux superpuissances, qui possèdent les plus grands arsenaux nucléaires du monde, menacent la paix et la sécurité internationales. L'ex seuls ont la capacité de mener une guerre nucléaire.

En outre, dans leur recherche de la supériorité nucléaire, les deux superpuissances s'engagent aujourd'hui dans une nouvelle étape de la course aux armements nucléaires axée sur l'amélioration qualitative, ce qui augmente encore nos appréhensions. Actuellement, l'une des deux superpuissances, qui a récemment conquis la supériorité numérique en ce qui concerne les armes stratégiques, s'emploie fiévreusement à améliorer la qualité de ses armes nucléaires, en mettant surtout l'accent sur le renforcement de sa capacité contre-forces afin d'obtenir la supériorité nucléaire sur tous les plans. Pendant ce temps, l'autre superpuissance accélère elle aussi le rythme de son expansion nucléaire et redouble d'efforts pour mettre au point de nouveaux types d'armes stratégiques. La lutte acharnée entre les deux superpuissances pour atteindre la supériorité nucléaire est la principale cause de l'absence de progrès sensibles sur la voie du désarmement.

Animés du désir de supprimer le danger de guerre nucléaire, de nombreux pays, petits et moyens, ont présenté une série de vues et de propositions raisonnables. Ils demandent l'interdiction du recours aux armes nucléaires, l'arrêt de l'amélioration qualitative et de la mise au point de systèmes d'armes nucléaires, la cessation de la production de tous les types d'armes nucléaires et de leurs vecteurs et une très forte réduction des stocks d'armes nucléaires menant au plus tôt à leur élimination complète. Ils demandent aussi aux deux superpuissances d'appliquer vraiment les dispositions du Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement, dans lequel l'Assemblée générale affirme la responsabilité particulière qui incombe aux pays possédant les plus importants arsenaux nucléaires dans les efforts déployés en vue d'aboutir au désarmement nucléaire. En outre, ils proposent que des mesures de vérification appropriées et fiables soient prévues pour divers stades et aspects

(M. Yu Peiwen, Chine)

du processus de désarmement nucléaire, afin d'assurer le respect des accords à conclure. Ces vues et propositions appellent un examen très attentif de notre part.

La Chine, qui préconise depuis toujours le désarmement nucléaire, est résolument opposée à la guerre nucléaire. Nous sommes prêts à nous associer à d'autres pays dans la recherche commune de mesures pratiques permettant de mettre fin à la course aux armements nucléaires et de réaliser le désarmement nucléaire. Nous estimons que dans la recherche d'un moyen concret d'atteindre notre objectif commun, nous devrions identifier des approches efficaces pour résoudre les problèmes de désarmement compte tenu des caractéristiques de l'équilibre mondial, ou plutôt du déséquilibre mondial en matière d'armement. Comme je l'ai indiqué précédemment, ce sont les deux superpuissances qui disposent actuellement des plus grands arsenaux nucléaires. Globalement, les têtes nucléaires dont elles disposent représentent une capacité au moins 50 fois plus forte que celle des autres pays nucléaires. L'écrasante majorité des pays du monde ne disposent pas d'armes nucléaires. Dans ces conditions, il est impossible de parler d'égalité entre les pays du monde sur le plan de la sécurité. Pour écarter les menaces très réelles qui pèsent sur la paix mondiale et assurer à tous les pays une égale sécurité, il faut donc que les pays pourvus des plus importants arsenaux nucléaires montrent la voie aux autres pays en mettant fin à la course aux armements nucléaires, en renonçant aux essais, à la fabrication et à la mise au point de tous les types d'armes nucléaires et en réduisant très fortement leurs stocks d'armes nucléaires. Ils ne peuvent se dérober à leur responsabilité à cet égard. C'est là le principal critère de jugement de leur intention de réduire le danger de guerre nucléaire en prenant des mesures concrètes. Il va sans dire que, sur le plan du désarmement nucléaire, les autres pays dotés d'armes nucléaires doivent prendre leur part de responsabilité. Ils doivent aussi prendre des mesures à un certain stade du processus de désarmement nucléaire. Mais, à notre avis, il n'est ni pratique ni équitable de leur demander la même chose qu'aux deux superpuissances. Cela ne peut qu'aider ces derniers à maintenir et à augmenter leur immense supériorité militaire, avec la menace d'hégémonie qu'elle comporte.

L'objectif du désarmement nucléaire doit être l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires. En attendant la réalisation de ce noble objectif, des mesures partielles sont évidemment nécessaires. Il convient de noter ici que la simple cessation des essais, de la mise au point et de la fabrication d'armes nucléaires ne peut que freiner la progression quantitative et qualitative de ces armes, mais ne suffit pas à supprimer le danger d'une guerre nucléaire, car elle laisserait subsister les graves menaces que représentent les énormes arsenaux nucléaires des superpuissances. C'est pourquoi un certain nombre de pays, petits et moyens, ont demandé d'interdire le recours aux armes nucléaires en attendant le désarmement nucléaire. C'est là une demande raisonnable qui, à notre sens, mérite de retenir toute notre attention lors de l'examen du problème de la cessation de la course aux armements nucléaires.

La question de la cessation de la course aux armements nucléaires et du désarmement nucléaire est très vaste et très complexe et comporte de nombreux points précis qu'il est nécessaire d'étudier et qui requièrent des mesures efficaces. Nous nous associerons aux autres délégations pour étudier cette question complexe. Etant donné les divergences de vues concernant un certain nombre d'aspects de cette question, nous appuyons la proposition faite à la présente session du Comité par les pays non alignés et neutres concernant la création d'un groupe de travail spécial sur le désarmement nucléaire afin de discuter des divers stades du désarmement nucléaire, tels qu'ils sont envisagés au paragraphe 50 du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, ainsi que d'autres questions connexes. Ma délégation espère sincèrement que des discussions et des négociations sérieuses permettront de progresser sur la voie du désarmement nucléaire.

(M. Yu Peiwen, Chine)

J'aimerais maintenant aborder brièvement la question du Programme global de désarmement. La délégation chinoise a toujours attaché une grande importance à la formulation de ce programme. A la première session de la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies, en mai 1979, elle a soumis une "Proposition concernant les éléments d'un programme global de désarmement" (A/CN.10/5). En juillet 1980, elle a de nouveau présenté un document intitulé "Propositions de la délégation chinoise concernant les principes essentiels d'un programme global de désarmement" (CD/CPD/WP.8). Elle poursuivra ses efforts à la présente session et sera prête à coopérer avec les autres délégations.

Dans sa résolution 35/46, l'Assemblée générale des Nations Unies déclare que : "Le Comité du désarmement devrait accélérer ses travaux d'élaboration de ce programme afin que celui-ci puisse être adopté au plus tard lors de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui doit avoir lieu en 1982". Ainsi, le Comité n'a plus beaucoup de temps devant lui, et il devra intensifier ses travaux dans ce domaine. Nous espérons sincèrement qu'à sa présente session, il parviendra à établir un projet de programme acceptable pour tous les pays, afin de contribuer au succès de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Nous estimons que, pour pouvoir orienter le processus futur de désarmement d'une façon positive, ce programme devra constamment tenir compte des réalités internationales du moment, marquées par la course aux armements dans le monde entier et, en particulier, par l'intensification des efforts des superpuissances en vue de renforcer leur armement et de préparer la guerre. Les principes appelés à orienter le processus de désarmement et l'ordre de priorité des diverses mesures de désarmement devraient être déterminés en fonction des réalités internationales. C'est là le seul moyen d'obtenir que de futures négociations sur le désarmement progressent dans la bonne direction. Etant donné l'exacerbation constante de la tension internationale, le programme envisagé devrait clairement souligner que l'objectif du désarmement est de mettre obstacle par des mesures efficaces à tous les actes d'agression armée, en particulier au déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale, et de maintenir la paix et la sécurité internationales.

Toutes les mesures de désarmement doivent être évaluées et déterminées en fonction de cet objectif fondamental. Tout en poursuivant cet objectif, nous partageons l'opinion que, concrètement, le processus de désarmement devrait favoriser le développement économique et social des divers pays intéressés. En outre, il est conforme aux intérêts primordiaux et aux demandes expresses des pays en développement de préciser que la promotion du nouvel ordre économique international est aussi l'un des objectifs importants du processus de désarmement.

Etant donné la gravité des risques que ferait courir à l'humanité une guerre nucléaire, le programme envisagé doit absolument mettre en lumière l'importance qu'il y a à prendre des mesures efficaces en vue de la cessation de la course aux armements nucléaires et du désarmement nucléaire. De même, nous devons accorder l'importance qu'ils méritent aux problèmes de la réduction des armements classiques et de l'interdiction et de la destruction des armes biologiques et chimiques. Depuis la seconde guerre mondiale, des guerres classiques sont menées à longueur d'année dans certaines parties du monde, et il faut en tenir compte dans l'élaboration du programme. Nous sommes également d'avis que dans la formulation des mesures globales de désarmement, nous devons accorder la plus grande attention aux mesures partielles, notamment aux mesures régionales. L'exclusion de toutes les formes de présence militaire étrangère des zones de paix ou des zones exemptes d'armes nucléaires et la suppression de toutes les formes d'agression armée et de menace militaire contribueraient grandement à assurer la paix et la sécurité internationales.

(M. Yu Peiwen, Chine)

Le Programme global de désarmement doit définir l'orientation et les étapes des activités futures dans le domaine du désarmement. Il encouragerait de futurs travaux dans ce domaine. Même s'il n'équivaut pas à une convention ou à un traité, il doit faire l'objet de négociations sérieuses. Tous les pays devraient s'efforcer de l'appliquer et de le mener à bien et, à cet effet, s'engager tous pleinement à le mettre en oeuvre. Etant donné l'importance de nos activités concernant le programme global, nous espérons que de bons résultats pourront être obtenus grâce à l'effort conjugué de toutes les délégations ici présentes.

Le PRESIDENT (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Chine de sa déclaration et ~~de ses aimables paroles~~ à l'adresse de la présidence.

M. VRHUNEC (Yougoslavie) : Monsieur le Président, l'ensemble du complexe de la problématique de désarmement, qui se trouve à l'ordre du jour de notre Comité, doit avoir un but fondamental - le désarmement général et total sous un contrôle international efficace. A cet égard, le devoir de notre Comité est d'arriver avant la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le désarmement à un accord approprié sur un programme global de désarmement qui devrait assurer la réalisation de cet objectif.

Depuis l'année passée, le Comité a entamé un travail intensif sur cette tâche et un groupe de travail doté d'un mandat précis a été créé dans cette intention. Néanmoins, les travaux progressent assez lentement et les résultats ne sont pas d'un tel niveau qu'on puisse être satisfait. Il est évident, cependant, qu'on fait des progrès, même si de nombreuses questions restent ouvertes. Il est important d'avoir une base constructive pour les négociations concrètes qui suivront. Il reste à voir si nous sommes disposés à accomplir complètement la tâche qui nous a été confiée par le Document final de la dixième session extraordinaire.

Aux yeux de ma délégation, nous devons tous faire en ce moment un maximum d'efforts afin de réussir à conclure ces négociations avant la prochaine session extraordinaire et créer de cette manière la base et le cadre pour le déroulement du processus de désarmement dans lequel chacun assumera sa part de responsabilité. Etant donné qu'il est dans l'intérêt vital de tous les peuples du monde de réussir dans les négociations sur le désarmement, il va de soi que chaque pays a aussi l'obligation de contribuer activement à ce processus dans le cadre de ses possibilités. On peut y arriver uniquement s'il existe une volonté politique d'entamer un processus de désarmement sur la base de ce programme et de mettre en oeuvre le principe de la participation équitable en prenant en considération les exigences de tous les pays, abstraction faite de leur grandeur, de leur niveau de développement et de leur puissance militaire. Nous devons tous avoir constamment en vue, et particulièrement ceux qui disposent d'armes nucléaires que la course aux armements a des conséquences négatives directes sur la sécurité de nous tous et sur les possibilités de développement économique. Il est incontestable, aussi, que les conséquences de l'éclatement éventuel d'une guerre nucléaire n'épargneraient personne. Bien que cela soit la responsabilité de tous, ce sont les puissances nucléaires qui ont de loin la responsabilité la plus grande en ce qui concerne l'ouverture d'urgence du processus du désarmement, du désarmement nucléaire en particulier. Il est donc impératif que ces pays participent le plus activement possible aux travaux de notre Comité sur toutes les questions qui se trouvent à l'ordre du jour, ce qui n'est pas toujours le cas. Tout cela concerne naturellement aussi, le programme global de désarmement.

La Commission du désarmement des Nations Unies a établi, en se basant sur les décisions de la session extraordinaire, les éléments fondamentaux qui représentent aujourd'hui la base des négociations au Comité. Cela veut dire que tous les pays

(II. Vrhunec, Yougoslavie)

membres de l'ONU ont apporté leurs contributions respectives. Tenant compte de tout ce qui a été prononcé, ma délégation pense que le moment est venu de composer le texte du Programme avant la prochaine session extraordinaire.

Monsieur le Président, les positions de ma délégation par rapport à cette question ont été exprimées à plusieurs reprises à la Commission du désarmement des Nations Unies ainsi que dans ce Comité. A cette occasion, je voudrais seulement énumérer quelques-uns des éléments fondamentaux sur lesquels devrait reposer, selon nous, le Programme. Tout d'abord, nous continuons de considérer comme une approche valable les éléments du Programme précisés dans le document de travail qui a été soumis à la Commission des Nations Unies par Sri Lanka au nom de tous les pays non alignés et qui est contenu dans le document A/CN.10/6. Il n'est pas nécessaire de souligner que la Yougoslavie soutient cette proposition, car elle représente les positions communes des pays non alignés à ce sujet.

Le programme global de désarmement doit, surtout, correspondre complètement à son titre - c'est-à-dire qu'il doit être dans sa substance un document complexe bien programmé et orienté vers l'action comprenant toutes les mesures et phases nécessaires pour assurer une exécution stricte menant progressivement vers l'objectif final - le désarmement général et total sous contrôle international efficace. Cela présuppose une série d'éléments que nous devons négocier et établir. L'adoption d'un tel programme d'action global serait la preuve évidente qu'il y a de la volonté politique pour le mettre en oeuvre. Sans cela, à notre avis, il ne pourra être question d'action internationale organisée, consciente et durable pour arrêter la course aux armements. Ainsi, ce programme serait important pour surmonter les "réalités" existantes, qui ne sont pas adéquates et que nous voudrions tous voir changées.

Un élément très important du Programme est la priorité à accorder à telles ou telles mesures particulières. Il est indubitable que c'est au désarmement nucléaire que revient la priorité la plus élevée. Nous l'avons tous reconnu, bien que les autres mesures de désarmement soient elles aussi prioritaires jusqu'à un certain point. Chacune des priorités établies devrait avoir, dans le cadre des mesures de désarmement, ses phases d'application et de mise en oeuvre pratique du désarmement. L'application par étapes des mesures de désarmement devrait créer des possibilités pour une prise en considération plus globale du processus d'application et une orientation opportune du processus ultérieur, conformément au Programme envisagé.

D'une importance exceptionnelle est aussi la question de la détermination du cadre du Programme, qui doit être flexible autant que possible et tenir compte de la situation réelle et de la possibilité d'une mise en oeuvre efficace des mesures envisagées, afin que l'accord conclu en ce qui concerne la durée d'exécution du programme dans son ensemble, de même que celle de certaines étapes puisse être appliqué sans obstacles. En faisant cela, nous devons être très clairs dans la formulation du programme parce que toute ambiguïté à cet égard et toute interprétation arbitraire de l'application des mesures, en ce qui concerne sa teneur de même qu'une durée déterminée, pourrait conduire à des malentendus et des déviations, ce qui, malheureusement, se passe avec l'application de certaines dispositions du Document final de la session extraordinaire.

Je voudrais souligner qu'on doit accorder une attention particulière à l'aspect juridique du Programme. A présent, il y a une série de propositions sur l'éventuelle obligation juridique internationale du Programme. Nous considérons que l'obligation du Programme devrait contenir quelques éléments indispensables. C'est d'abord une volonté politique clairement exprimée, de même que la volonté d'agir le plus activement possible pour son application plus conséquente.

(II. Vrhunec, Yougoslavie)

Ensuite, on devrait établir le règlement de conduite du processus d'application, avec des responsabilités précises pour chaque pays. En même temps, on doit assurer un mécanisme approprié pour vérifier l'application. Il reste à négocier si ce sera sous la forme d'un instrument qui oblige la communauté internationale ou sous une forme qui impliquerait des obligations précises pour tous les pays. Néanmoins, il est très important d'établir les responsabilités pour qu'elles soient acceptées sans condition par tous les pays et strictement mises en oeuvre selon une procédure appropriée.

Monsieur le Président, je voudrais souligner en concluant que la responsabilité du Comité devant la communauté internationale d'établir le Programme global de désarmement représente un défi pour nous tous et que nous devons y répondre d'une manière positive, sans épargner nos forces, pour arriver à un accord sur ce programme afin qu'il puisse être soumis pour adoption à la session extraordinaire.

M. AHMAD (Pakistan) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, la délégation pakistanaise est heureuse de vous voir présider le Comité du désarmement pour le mois de mars. Nous sommes sûrs que votre vaste expérience et votre sens aigu de diplomatie du désarmement guideront les travaux du Comité du désarmement dans la voie constructive de négociations concrètes sur les points importants de l'ordre du jour.

Quant à votre prédécesseur, S.E. l'Ambassadeur de France M. de la Gorce, je ne puis qu'exprimer mon admiration profonde pour l'habileté et la sérénité avec laquelle il a conduit les débats du Comité du désarmement dans la phase inaugurale difficile de sa session de 1981, et pour la rapidité avec laquelle ont été résolus, sous sa direction, les questions d'organisation et d'autres problèmes. Ainsi s'est établie une base solide sur laquelle nous nous efforcerons d'édifier des accords de fond durant les négociations de cette année.

Ma délégation a demandé la parole pour exprimer quelques réflexions sur deux des points les plus importants inscrits à l'ordre du jour du Comité : l'interdiction des essais nucléaires, d'une part, et la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire, d'autre part. Je prie le Comité de bien vouloir m'excuser d'intervenir si tardivement à propos de ces questions.

Presque cinq ans se sont écoulés depuis que les négociations multilatérales relatives à un traité sur l'interdiction complète des essais ont été interrompues par l'accord auquel sont parvenues trois des puissances nucléaires à l'effet de mener des pourparlers séparés sur cette question. Les négociations trilatérales n'ont toujours pas abouti à un traité sur l'interdiction des essais nucléaires; en fait, depuis l'an dernier, les perspectives de conclusion rapide des négociations trilatérales se sont plutôt détériorées. Qui plus est, selon les informations certes limitées, fournies au Comité au sujet des négociations trilatérales dans le rapport intérimaire présenté en août dernier, le traité qui est en voie de formulation sera substantiellement différent, par sa conception et sa portée, du traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires que la communauté internationale réclame depuis des années. D'abord, le traité distinguera les essais d'armes nucléaires des explosions nucléaires à des fins pacifiques, avec tous les problèmes qui en découlent pour ce qui est de la non-prolifération nucléaire et de la vérification du respect de l'interdiction des essais. D'après tout ce que l'on a pu

(M. Ahmad, Pakistan)

entendre dire, les essais d'armes nucléaires ne seraient pas eux-mêmes définitivement interdits, mais feraient simplement l'objet d'un moratoire pendant une période relativement brève. Ensuite, les dispositions du traité entraîneraient à plusieurs égards un traitement inégal pour les Etats dotés d'armes nucléaires et les Etats qui en sont dépourvus, et établiraient même des distinctions entre les Etats dotés d'armes nucléaires.

Il est peu probable qu'un tel arrangement suscite la large adhésion qui était l'une des caractéristiques escomptées du traité sur l'interdiction des essais nucléaires dans le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement. Dans ces circonstances, le mieux que l'on puisse espérer des négociations trilatérales est la conclusion par les trois parties négociatrices d'un accord concernant un moratoire sur les essais nucléaires. Quelque regrettable que soit cette situation, un tel accord, même limité, apporterait une certaine satisfaction, puisque les Etats auxquels sont imputables plus de 90 % des essais nucléaires s'engageraient à mettre fin à ces essais, ne fût-ce que pour un temps limité. Si l'engagement de ces Etats se révélait sincère, il serait peut-être possible d'élaborer entre-temps un traité interdisant les essais nucléaires qui serait à la fois général et équitable. Nous ne croyons pas que ce soit une grande concession de la part de l'une ou l'autre des trois parties aux négociations que de consentir à se conformer à l'interdiction temporaire qu'elles ont elles-mêmes proposée, même si actuellement les deux autres puissances nucléaires (ou l'une d'entre elles) estiment ne pas être en mesure de participer à cet arrangement trilatéral.

Cette acceptation de la part des trois parties aux négociations de la notion d'une interdiction des essais nucléaires apparaît indispensable si l'on additionne les conséquences du retard apporté à la conclusion d'un traité sur l'interdiction des essais nucléaires par suite de la longueur des discussions tripartites. D'abord, les centaines d'essais nucléaires auxquels il a été procédé au cours des cinq dernières années ont fortement accru la sophistication des armes nucléaires qui composent les arsenaux des grandes puissances nucléaires. Il n'est encore pas certain que le traité trilatéral empêche efficacement la poursuite de l'amélioration qualitative des armes nucléaires que rendent possibles les essais en laboratoire et les techniques de simulation. Par suite de ce retard, la quantité de matières fissiles non assujetties aux garanties dont disposent un certain nombre d'Etats s'est largement multipliée, réduisant de ce fait l'incidence de tout traité interdisant les essais nucléaires sur la prolifération verticale et horizontale des armes nucléaires. Entre-temps, par ailleurs, deux Etats non dotés d'armes nucléaires ont procédé à des explosions de dispositifs nucléaires, soit à des "fins pacifiques" déclarées, soit clandestinement, ce qui pose de nouvelles questions quant aux perspectives et à l'efficacité éventuelle d'un traité sur l'interdiction des essais nucléaires.

Malgré ces difficultés, la délégation pakistanaise demeure disposée à participer à des négociations multilatérales concernant une interdiction des essais nucléaires et à tout faire pour surmonter les difficultés qui s'opposent à la conclusion d'un accord équitable et authentique d'interdiction des essais nucléaires. Nous ne pensons pas que la poursuite ou les aléas des négociations trilatérales puissent être invoqués pour empêcher le Comité du désarmement de s'engager dans la négociation d'un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires, puisqu'il est peu probable que les négociations aboutissent à un résultat constituant une base utile pour un accord multilatéral sur cette question.

(M. Ahmad, Pakistan)

La délégation pakistanaise continue donc d'espérer qu'un accord sera conclu dans un proche avenir en ce qui concerne la création d'un groupe de travail du Comité chargé d'entamer des négociations relatives à un traité sur l'interdiction des essais nucléaires. Tout nouveau retard dans l'ouverture de ces négociations compliquera encore les problèmes que pose l'interdiction des essais et risquera de rendre irréalisable cette tâche qui, il faut le reconnaître, est d'ores et déjà bien ardue. La création d'un groupe de travail du Comité du désarmement offrirait à tout Etat membre du Comité l'occasion de participer à ses travaux. La décision quant aux modalités et à l'ampleur de la participation de chaque Etat aux négociations, est une chose qui doit être laissée à la discrétion de l'Etat intéressé et qui ne saurait être imposée par les autres comme préalable à leur propre participation aux négociations.

Le Pakistan partage l'opinion générale exprimée au sein du Comité et ailleurs, que la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire sont les objectifs les plus importants et les plus urgents dans le domaine du désarmement. Le Comité du désarmement a une importante contribution à apporter au succès de cette entreprise. Naturellement, il est évident, compte tenu de l'état actuel des relations internationales et des divergences qui existent entre les Etats dotés d'armes nucléaires, que le Comité n'est pas en mesure de négocier réellement des accords concrets sur le désarmement nucléaire, en dehors de mesures telles que l'interdiction complète des essais, le contrôle des matières fissiles et les garanties de sécurité à donner aux Etats non dotés d'armes nucléaires. Ma délégation ne voudrait pas non plus préjuger en aucune façon de l'issue des négociations bilatérales et limitées sur les questions nucléaires entre les deux superpuissances, ni les entraver. Nous espérons que ces négociations reprendront dès que possible et qu'elles seront accompagnées de mesures visant à régler les différends politiques et à éliminer les sources de tension qui demeurent. Nous espérons aussi qu'elles conduiront à une maîtrise véritable de la course aux armements nucléaires entre les superpuissances, et dans un avenir rapproché, à des réductions substantielles de leurs arsenaux nucléaires.

Toutefois, deux raisons distinctes nous portent à croire qu'au cours de cette session le Comité du désarmement devrait être mis en mesure d'entreprendre au moins des pourparlers exploratoires sur la question du désarmement nucléaire. Premièrement, nous estimons que de tels pourparlers exploratoires au sein du Comité pourraient fournir des éclaircissements très utiles sur certaines notions et certaines questions et ainsi aider matériellement à la conduite de négociations bilatérales ou restreintes entre les superpuissances et leurs alliances respectives, étant donné en particulier que l'une de ces puissances revise actuellement sa politique et que l'autre a formulé un certain nombre de propositions se rapportant au désarmement nucléaire. Deuxièmement, cet examen pourrait aider à élaborer un cadre utile pour le désarmement nucléaire sur la base du paragraphe 50 du Document final. En tout cas, il sera nécessaire de tenter cette élaboration dans le contexte du Programme global de désarmement, qui ne prendra tout son sens que si la position en ce qui concerne le désarmement nucléaire est davantage précisée. Une telle approche contribuerait aussi au succès de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement.

Dans les déclarations qui ont été faites au sein du Comité, de nombreuses idées intéressantes ont été présentées quant à l'objet de l'examen des questions nucléaires. De l'avis de la délégation pakistanaise, il est quatre grandes questions au moins qui nécessitent d'être étudiées de façon assez approfondie.

(M. Ahmad, Pakistan)

La première de ces questions est celle des incidences des concepts et doctrines qui ont trait à la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire. Par exemple, nous avons assisté à un échange de vues fort intéressant entre les distingués représentants de l'Inde et du Royaume-Uni sur les concepts de "dissuasion mutuelle" et d' "équivalence stratégique" entre les deux superpuissances et leurs alliances respectives. La délégation pakistanaise estime extrêmement dangereux d'extrapoler la doctrine de la dissuasion, élaborée à partir de l'expérience d'une ère révolue, à la situation qualitativement nouvelle résultant de la mise au point et du déploiement des armes nucléaires. Peut-être est-il vrai que la dissuasion nucléaire a empêché que n'éclate un conflit généralisé au cours des trois dernières décennies, qui ne représentent toutefois qu'une minute dans le déroulement de l'histoire. Il reste encore à faire mentir le dicton selon lequel une fois qu'elle a été mise au point et déployée une arme sera utilisée tôt ou tard.

De même, certaines implications de la notion de "parité stratégique" ou équivalence entre les superpuissances nécessitent un examen plus approfondi. Premièrement, l'expérience montre - et le débat relatif au traité SALT II en est l'exemple le plus récent - qu'il est extrêmement difficile, même pour les deux grandes puissances nucléaires, de s'entendre sur ce que constitue précisément cette "parité" ou "équivalence". La méfiance réciproque, l'innovation technique et l'inertie bureaucratique se combinent pour porter à des niveaux toujours plus élevés l'équilibre de la puissance. Deuxièmement, la recherche de la parité stratégique entre les superpuissances se traduit par une importante disparité de puissance entre elles et les autres Etats du monde. Il est raisonnable de penser que, tôt ou tard, ces derniers s'efforceront de réduire par tous les moyens à leur disposition la disparité croissante entre eux et les superpuissances en matière de capacité militaire. Le calcul d'une "équivalence stratégique" entre trois centres de puissance ou davantage sera une tâche difficile, sinon impossible. En de telles circonstances, se fier aveuglément à la dissuasion nucléaire, c'est jouer à la roulette russe avec l'avenir de l'humanité.

Une autre question qui nécessite un examen approfondi et un supplément d'élaboration est celle du processus du désarmement nucléaire, qui est défini en termes plutôt elliptiques au paragraphe 50 du Document final. Nous sommes convenus, dans ce paragraphe, que la première étape du désarmement nucléaire devrait être "d'arrêter la course aux armements nucléaires". Qu'est-ce que ces mots impliquent ? Signifient-ils que toutes les puissances nucléaires devraient mettre fin simultanément à tous les programmes qui ont trait aux armes nucléaires ? Mais cela n'éliminerait pas les disparités existantes, qui comptent parmi les principales causes de la poursuite de la mise au point d'armes nucléaires. Impliqueraient-ils un arrêt des programmes actuels des grandes puissances nucléaires visant à la mise au point et au déploiement de nouvelles armes nucléaires et de nouveaux systèmes d'armes ? Dans ce cas aussi, il conviendrait de tenir compte du sentiment relatif aux disparités et aux vulnérabilités existantes ou potentielles. Le deuxième stade du désarmement nucléaire, tel qu'il est défini au paragraphe 50 du Document final, appelle une réduction des arsenaux nucléaires des puissances nucléaires. Il y a au moins deux moyens de rechercher de telles réductions. L'un d'eux serait de demander aux grandes puissances nucléaires de procéder à des réductions importantes de leurs arsenaux pour réduire les disparités avec les autres Etats dotés d'armes nucléaires avant que ces derniers ne s'associent à ce processus. Ou bien on pourrait prescrire que chaque puissance nucléaire procède à une réduction proportionnelle, par étapes, de son arsenal d'armes nucléaires. Des questions analogues se posent en ce qui concerne le troisième et dernier stade du processus du désarmement nucléaire esquissé au paragraphe 50 du Document final et qui implique l'établissement d'un programme graduel et reposant sur un calendrier en vue de la réduction et, finalement, de l'élimination des armes nucléaires.

(M. Ahmad, Pakistan)

Nous disposons de certains principes et de certaines lignes directrices pour répondre aux questions que j'ai soulevées. Par exemple, le Document final déclare que c'est au premier chef aux deux grandes puissances nucléaires que revient la responsabilité de procéder au désarmement nucléaire. Il est évident, compte tenu de leur supériorité quantitative et qualitative en matière d'armements nucléaires, qu'elles doivent ouvrir la voie en matière de promotion du processus du désarmement nucléaire. En fait, elles ont reconnu cette responsabilité lorsqu'elles ont entamé les négociations sur les armements nucléaires stratégiques et aussi, plus récemment, sur les armes nucléaires à moyenne portée. Pourtant, le degré actuel d'accord sur ces questions est au mieux ambigu et se traduit très souvent par une absence de compréhension entre les puissances nucléaires, et entre ces dernières et les Etats non dotés d'armes nucléaires, ce qui contribue à renforcer le climat de méfiance et de suspicion mutuelles.

Une troisième question importante que le Comité devrait étudier est le rapport entre les armes nucléaires et les armes classiques. Toutes les informations donnent à penser que l'évaluation présentée par l'alliance occidentale, d'une supposée infériorité en matière d'armes classiques en Europe l'a conduite à placer une confiance extraordinaire dans les armes nucléaires en tant qu'agent de dissuasion. Il en est résulté des difficultés sur la voie du désarmement nucléaire et d'un accord relatif à la non-utilisation en premier des armes nucléaires. Par ailleurs, les membres de l'Organisation du Pacte de Varsovie affirment qu'il n'y a pas de déséquilibre des forces classiques en Europe. Naturellement, la meilleure réponse à ce problème serait la conclusion par les deux parties d'un accord permettant d'établir un équilibre à un niveau inférieur des armements classiques. Mais cette solution s'est révélée difficile car la situation actuelle est perçue différemment de part et d'autre. L'élucidation plus précise de ces différentes conceptions de l'équilibre des forces en Europe aiderait peut-être à mieux comprendre les difficultés que rencontrent les pourparlers de Vienne et favoriser l'élaboration de directives plus précises en ce qui concerne le rapport entre le désarmement nucléaire et le désarmement classique. Dans ce contexte, l'examen plus poussé des propositions présentées aux participants à la Conférence de Madrid, sur la sécurité et la coopération en Europe, par exemple sur l'extension des mesures propres à accroître la confiance, aiderait peut-être à dissiper l'impression de menace qui tend à dissuader les parties de négocier des mesures de désarmement nucléaire.

Enfin, la question de la vérification revêtira une importance particulière dans le contexte des négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire. A présent, seuls deux ou trois Etats avancés disposent de moyens de vérification raisonnablement efficaces. Par exemple, l'Accord SALT II prévoit la mise en oeuvre de certaines techniques nouvelles pour assurer le respect de l'accord, telles que la non-interférence avec les moyens nationaux de vérification. La question se pose de savoir comment il est possible, à l'échelon international, de mettre au point de telles mesures de vérification efficace. A cet égard, les propositions concernant l'agence internationale de satellites de contrôle et le système de surveillance sismologique envisagé revêtent une importance particulière.

La délégation pakistanaise regrette que certains membres du Comité du désarmement ne soient pas encore disposés à accepter la création d'un groupe de travail spécial sur la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire. Cela étant, ma délégation est disposée à accepter une procédure plus souple en ce qui concerne les discussions exploratoires sur le désarmement nucléaire et peut admettre que ces pourparlers se déroulent dans le cadre de séances officielles du Comité, comme cela s'est fait à la session de 1979 du Comité. Cette fois, cependant, les débats concernant cette question devraient être mieux structurés et devraient permettre d'étudier

(II. Ahmad, Pakistan)

de façon approfondie certains des points particuliers que j'ai mentionnés. Quelques séances du Comité pourraient aussi être consacrées à l'examen de parties importantes de l'Etude des Nations Unies sur les armes nucléaires.

Le PRESIDENT (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Pakistan de sa déclaration et des aimables paroles qu'il a adressées à la présidence.

II. TAYLIARDAT (Venezuela) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président, permettez-moi d'abord de vous adresser nos félicitations les plus sincères pour votre accession à la présidence pour le mois de mars. Connaissant vos qualités personnelles et professionnelles, nous savons qu'elles constituent une excellente garantie pour l'avancement des travaux de notre Comité. Vous pouvez pleinement compter sur la modeste collaboration de ma délégation en vue de l'accomplissement de votre tâche délicate, dans laquelle nous vous souhaitons le succès le plus complet.

Je voudrais me référer aujourd'hui à deux thèmes de l'ordre du jour. D'abord en invoquant la disposition figurant à l'article 30 du Règlement, j'aborderai la question de l'interdiction des essais nucléaires. Je parlerai ensuite de la question du Programme global de désarmement, qui figure à l'ordre du jour.

Pour ce qui est de la première question, ma délégation se félicite que le Comité soit prêt à parvenir à un consensus sur la proposition de consacrer une série de séances officielles à l'examen des questions de fond liées à l'interdiction des essais nucléaires et au désarmement nucléaire. Sans vouloir revendiquer de droits d'auteur, mais je crois utile de rappeler que l'idée de tenir des séances officielles sur ces deux questions tire son origine dans mon intervention à la séance officielle de l'après-midi du 19 février dernier. En réponse à la déclaration faite le matin par le représentant du Royaume-Uni, puis réitérée à la séance de l'après-midi, selon laquelle sa délégation n'appuyait pas la création d'un groupe de travail sur le traité d'interdiction des essais nucléaires, j'avais exprimé l'avis que le Comité ne devait pas renoncer à ses responsabilités en tant qu'organe négociateur pour le simple fait que certains n'étaient pas d'accord avec la création des groupes de travail.

J'avais ajouté que s'il ne pouvait créer de groupe de travail pour examiner les points 1 et 2 de l'ordre du jour, le Comité devrait envisager de mener lui-même les négociations, et qu'il devrait prévoir pour cela dans son programme de travail le temps nécessaire pour tenir des négociations de fond sur les deux questions considérées, sous forme de séances officielles.

Nous constatons avec satisfaction que cette idée du Venezuela a entraîné la formulation de plusieurs propositions concrètes, comme celles présentées par l'Inde, le Brésil, les pays socialistes et la République fédérale d'Allemagne. Nous sommes sûrs que le Comité parviendra rapidement à un consensus à ce sujet.

Mais ces séances officielles ne doivent pas se transformer en un monologue où n'interviendrait qu'une partie des membres du Comité. Pour qu'elles soient vraiment profitables, il importe qu'y participent le plus grand nombre possible de pays, particulièrement ceux qui détiennent des armes nucléaires, et que ces derniers apportent leur contribution et répondent aux demandes et aux arguments formulés au sujet de ces deux questions.

(M. Taylhardat, Venezuela)

Dans cet ordre d'idées, j'aimerais profiter de l'occasion pour faire quelques observations sur la question de l'interdiction des essais nucléaires, observations au sujet desquelles nous souhaiterions connaître la réaction des puissances participant aux négociations tripartites. Cette réaction pourrait être présentée à l'occasion d'une des séances officielles.

On sait que ma délégation est l'une de celles qui soutiennent que le projet de traité à négocier devrait avoir pour objet l'interdiction définitive de tous les essais nucléaires dans tous les milieux, quelle qu'en soit la puissance. Cela veut dire que l'interdiction des essais nucléaires doit être complète et globale. A notre avis, une interdiction partielle ne permettrait guère d'atteindre l'objectif de l'acceptation générale et universelle que le projet de traité doit nécessairement se fixer.

Notre point de vue se fonde sur le fait que tout essai prétendu ou supposé réalisé à des fins pacifiques pourrait servir à obtenir des renseignements à des fins militaires. A ce sujet, il convient de citer un paragraphe de l'article d'Alva Myrdal intitulé "Le jeu du désarmement", reproduit dans l'ouvrage "Armement et désarmement à l'ère atomique" (SIPRI, 1976) :

"La vérité que nous devons garder présente à l'esprit c'est qu'il n'est pas possible de distinguer nettement entre engins nucléaires explosifs destinés à des fins militaires ou à des fins civiles, les uns étant destinés à bombarder un point quelconque de la Terre et les autres à effectuer des travaux de génie civil ou à faire des excavations. Tous les engins nucléaires explosifs sont des bombes en puissance, d'une puissance destructrice bien supérieure à celle des explosifs classiques. La seule différence que l'on puisse invoquer est la distinction éphémère résultant de l'intention."

Il convient d'ajouter à tout cela que c'est précisément au stade des essais qu'un engin nucléaire explosif peut faire la preuve de ses possibilités dans le domaine militaire.

Nous considérons donc que l'interdiction des essais doit être absolue et concerner toute explosion nucléaire expérimentale, quelle qu'elle soit.

Cela ne signifie pas que nous soyons opposés à l'utilisation pacifique des explosions nucléaires. A ce sujet, nous estimons que dans des circonstances tout à fait spéciales et dans le cadre d'un contrôle très strict exercé par une autorité internationale, un Etat pourrait être autorisé à faire exploser un engin nucléaire s'il est reconnu que l'objectif poursuivi est pacifique et si des mesures appropriées sont prises pour empêcher que l'explosion considérée soit utilisée pour obtenir des données ou des renseignements de caractère militaire.

Au sujet de cette question, le paragraphe 10 du rapport tripartite présenté l'an passé par les puissances nucléaires qui négocient sur le traité d'interdiction des essais nucléaires indique que lesdits Etats sont convenus que le traité doit être accompagné d'un protocole relatif aux explosions nucléaires à des fins pacifiques et que ce protocole fera partie intégrante du traité.

A notre avis, cela signifie que le traité en cours de négociation est effectivement un traité global qui interdira tous les types d'essais, y compris les essais supposés pacifiques, et que la possibilité de réaliser, non pas des essais, mais des explosions nucléaires pacifiques, sera réglementée par le protocole. Si tel est bien le cas, nous sommes heureux de dire que cette manière de traiter la question nous satisfait puisqu'elle correspond au point de vue vénézuélien esquissé plus haut.

(M. Taylhardat, Venezuela)

Mais nous voudrions recevoir des puissances participantes aux négociations trilatérales des renseignements plus complets et plus détaillés sur le protocole. Le rapport tripartite indique au même paragraphe que le protocole tiendra compte des dispositions de l'article V du Traité sur la non-prolifération. Pouvons-nous en déduire que le protocole comblera l'absence de l'Accord international spécial auquel se réfère l'article V du Traité sur la non-prolifération et qu'il réglera toutes les questions envisagées dans cet article? Si oui, a-t-on suffisamment tenu compte de la nécessité d'assurer un traitement non discriminatoire aux pays non dotés d'armes nucléaires et de respecter l'engagement selon lequel ces pays doivent bénéficier gratuitement des résultats de la recherche et du développement des techniques découlant des explosions nucléaires pacifiques?

Pour ma délégation, il serait également intéressant de savoir comment on envisage d'aborder dans le Protocole la question des procédures et mécanismes destinés à assurer que les explosions dites "pacifiques" le soient effectivement. A ce propos, il est opportun de rappeler que le Traité de Tlatelolco comporte dans son article 18 des dispositions assez élaborées qui pourraient servir de base pour mettre au point un système approprié destiné à réglementer l'emploi, exclusivement à des fins pacifiques, des explosions nucléaires.

En résumé nous souhaiterions recevoir des puissances qui participent aux négociations trilatérales des renseignements nombreux et si possible détaillés sur le projet de Protocole relatif aux explosions nucléaires pacifiques.

Jusqu'ici ma délégation n'avait pas exposé son point de vue au sujet du programme global de désarmement que l'Assemblée générale nous a confié le soin d'élaborer. Le Comité ayant inscrit ce point à son calendrier de séances plénières, je saisis l'occasion pour formuler quelques observations et faire connaître notre opinion sur quelques-unes des questions que soulève le Programme global.

En premier lieu, nous approuvons et appuyons les recommandations formulées au sujet de cette question par la Commission du désarmement au chapitre IV de son rapport présenté à l'Assemblée générale à sa trente-quatrième session sous la cote A/34/24. Dans ses propositions relatives aux éléments d'un "Programme global de désarmement", la Commission a présenté un schéma provisoire très complet de ce que devrait être le programme.

En second lieu, je tiens à dire que ma délégation attache une importance et une priorité particulières aux travaux du groupe de travail chargé de mener à bien les négociations concernant ce point, dont les résultats devront être soumis à l'examen et à l'approbation de l'Assemblée générale l'an prochain, lors de sa deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement. Le Groupe a déjà réalisé une tâche considérable l'an dernier sous la présidence de M. Adeniji. Cette année, sous la présidence de M. García Robles, il progresse de façon sûre vers l'accomplissement de son mandat.

Tel que l'a défini la Commission du désarmement, le Programme global doit fournir le cadre nécessaire aux négociations de fond en matière de désarmement. Cela signifie qu'il devra servir à situer et à guider les négociations de fond sur le désarmement pour qu'elles mènent au plus tôt à la réalisation d'ensemble équilibré et ordonné du plus grand nombre possible de mesures concrètes de désarmement.

(M. Taylhardat, Venezuela)

D'autre part, ma délégation estime que cet ensemble de mesures doit nécessairement présenter une cohérence interne et être appliqué suivant un processus de négociation progressif mais régulier qui garantisse à tous les Etats leur sécurité. Le Programme doit être appliqué de telle façon qu'au lieu de réduire la sécurité des Etats il la renforce progressivement au fur et à mesure qu'il se réalise. C'est-à-dire que l'un de ses éléments intrinsèques doit être l'objectif de la sécurité par le désarmement.

Par ailleurs, le Programme doit être conçu de façon à échapper aux contingences de la situation internationale. Sa réalisation ne peut être soumise aux changements que connaissent souvent les relations entre Etats et qui conduisent fréquemment à interrompre, suspendre ou retarder les processus de négociation en cours. A cette fin, les Etats participants devront s'engager à tout faire, une fois entamées des négociations prévues par le programme, pour éviter que les événements extérieurs influent sur son déroulement, son rythme et ses résultats.

Pour ce qui est de la nature de l'instrument dans lequel le programme doit être énoncé, nous préférierions, comme la majorité des membres du Comité, un instrument juridiquement contraignant. Mais nous comprenons que cela ne sera pas accepté par certains pays. C'est pourquoi nous souhaitons vivement que le programme soit rédigé sous la forme d'un document qui exige un engagement solennel, aussi indéfectible que possible. Une manière d'y parvenir pourrait être, comme l'a proposé M. Adeniji, d'incorporer au programme ou de formuler avant le programme une déclaration qui serait adoptée au cours de la deuxième session extraordinaire. Cette déclaration devrait contenir une clause comportant l'engagement de faire progresser de bonne foi les négociations prévues au programme et de contribuer à la réalisation de toutes les mesures de désarmement qui y seront inscrites.

En ce qui concerne les mesures qui devraient figurer au programme, nous approuvons le critère proposé par d'autres délégations, en ce sens que le Document final de l'Assemblée générale et le rapport de la Commission du désarmement contiennent une énumération des mesures faisant l'objet d'un consensus. Le Programme global devrait englober au moins toutes ces mesures. Comme l'a dit l'un de nos collègues à une autre occasion, il ne saurait être en retrait par rapport à ce qui a été déclaré dans le Document final et également retenu par la Commission du désarmement. Ce même critère est applicable en matière de priorités. Les priorités du Programme doivent se limiter à celles définies au paragraphe 45 du Document final, sans que cela empêche de tenir des négociations simultanées sur plusieurs ou sur toutes les mesures prioritaires. A ce propos, nous devons rappeler que nous appuyons le critère énoncé au paragraphe 11 du rapport de la Commission du désarmement, à savoir que pendant le premier stade de l'application du Programme global du désarmement, il conviendrait de prêter une attention particulière à la cessation immédiate de la course aux armements nucléaires et à l'élimination de la menace d'une guerre nucléaire.

En ce qui concerne l'aspect temporel du programme, il est clair que nul n'exige l'établissement d'un calendrier rigide ou la fixation de délais arbitraires pour l'exécution des mesures de désarmement envisagées. Par ailleurs, nous avons soutenu et continuons de penser que tout programme, de par sa nature même, doit se définir dans la durée. Programme et calendrier sont deux notions pratiquement inséparables. C'est pourquoi nous estimons que le Programme global de désarmement doit comporter une référence au calendrier, même s'il ne s'agit que d'une indication de l'aspiration commune des pays en ce qui concerne le délai du programme qui devrait être mené à terme. A cette fin, plusieurs propositions ont été faites : 25 ans, la fin du siècle, etc

(M. Taylhardat, Venezuela)

L'une quelconque de ces propositions pourrait être acceptée. Nous estimons que même s'il ne s'agit que d'un élément indicatif, le facteur temps joue toujours un rôle important en tant que stimulant psychologique. On peut citer à titre d'exemple la tâche qui nous est confiée en ce qui concerne précisément cette question. Nous devons achever l'élaboration du projet de programme à temps voulu pour qu'il soit examiné par l'Assemblée générale à sa session extraordinaire. Cette circonstance exerce sur nous une certaine contrainte qui influe favorablement sur l'exécution de notre tâche.

Tout en conservant une position souple quant au calendrier, nous estimons indispensable que le programme comporte plusieurs phases ou étapes d'exécution. Le nombre de ces phases devra être déterminé en fonction des mesures, des priorités et du calendrier, car chaque étape devra être conçue de façon à assurer l'équilibre et l'harmonie appropriés entre les mesures prévues. Nous estimons aussi indispensable que chaque phase fasse l'objet d'un processus d'évaluation et de révision qui permette de surveiller le rythme d'exécution, de façon à permettre l'adoption des décisions nécessaires pour accélérer la marche, si l'on constate un retard, ou des dispositions appropriées pour redresser la situation, si l'on constate que les décisions ne sont pas appliquées. Cette procédure d'examen pourrait intervenir, comme on l'a proposé, lors des sessions extraordinaires de l'Assemblée générale, spécialement convoquées à cette fin. Nous acceptons donc le critère retenu par la Commission du désarmement dans ce sens que le Programme doit prévoir une procédure adéquate concernant son application et le contrôle continu de cette application, et que sur ce plan les Nations Unies doivent jouer un rôle essentiel.

Pour conclure, nous rappelons que nous sommes prêts à collaborer avec le Groupe de travail chargé d'élaborer le projet de Programme et que nous apporterons notre appui aux efforts déployés par son Président, M. Garcia Robles, afin que ledit groupe remplisse fidèlement le mandat qui lui a été confié, et que le Comité puisse présenter en temps opportun le Programme global de désarmement qu'il a été chargé d'élaborer.

Le PRESIDENT (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) :
Je remercie le représentant du Venezuela de sa déclaration et de ses aimables paroles à mon égard.

M. SUMTERHAYES (Royaume-Uni) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, avant de présenter quelques brèves remarques sur le programme global de désarmement, je tiens à vous féliciter pour votre accession à la présidence pour le mois d'avril. Je suis convaincu que votre direction éminente et capable se révélera bénéfique pour le Comité. Je tiens aussi à rendre hommage à votre prédécesseur, M. l'Ambassadeur de la Gorce, qui a contribué si efficacement à faire démarrer nos travaux de cette année. Je tiens à lui adresser les remerciements sincères de ma délégation pour l'habileté et l'impartialité avec lesquelles il s'est acquitté de ses fonctions.

J'en viens maintenant au point 6 de l'ordre du jour, le programme global de désarmement, qui fait l'objet de nos discussions en plénière cette semaine. Comme je l'ai dit à l'ouverture de la session, il n'est pas dans mes intentions de passer beaucoup de temps à discuter en plénière de questions qui font l'objet de négociations au Groupe de travail, d'autant plus que ma délégation a déjà apporté sa contribution aux discussions détaillées au sein du Groupe de travail sur le programme global de désarmement. Je profite néanmoins de l'occasion offerte par notre séance plénière pour exposer l'attitude générale de ma délégation à ce sujet.

(M. Summerhayes, Royaume-Uni)

Nul ici n'ignore que la rédaction d'un programme global de désarmement est l'une des tâches confiées au Comité par l'Assemblée générale en 1978 à sa première session extraordinaire consacrée au désarmement. Nous sommes censés soumettre notre version finale à la deuxième session extraordinaire dans un peu plus d'un an seulement. Etant donné la brièveté de ce délai, ma délégation se félicite de l'approche méthodique et efficace adoptée par M. l'Ambassadeur Garcia Robles au Groupe de travail. Nous pensons que le programme global, une fois achevé, constituera une contribution utile du Comité à la deuxième session extraordinaire. Il facilitera l'avancement dans les négociations sur le contrôle des armements à tous les niveaux et dans tous les domaines, en définissant clairement un schéma à observer.

Cependant, nous ne pensons pas que le programme puisse être juridiquement contraignant, comme certaines délégations l'ont suggéré dans le passé. Par ailleurs, nous ne voyons pas comment les Etats peuvent nous demander de prédire, au stade actuel, le temps qu'il faudra pour mener à terme un programme aussi ample et aussi complexe. J'ai dit dans le document que j'ai soumis sur ce point au Groupe de travail qu'il serait vain de vouloir fixer des dates-limites irréalistes et artificielles. Les exigences et complexités des négociations sur le contrôle des armements que nous énumérons dans notre programme sont telles que nous ne pouvons pas prédire actuellement dans combien de temps nous pourrions mener à bien ne fût-ce que quelques-unes des tâches que nous avons déjà entreprises, et encore moins celles qui n'ont encore fait l'objet d'aucun préparatif. Néanmoins, il sera possible, j'en suis convaincu, de parvenir à un accord sur l'établissement d'un canevas de phases ou stades interdépendants pour organiser l'exécution des tâches déjà définies par l'Assemblée générale à sa session extraordinaire consacrée au désarmement et par la Commission du désarmement.

Le programme nous aidera à mieux concevoir la voie encore difficile que nous avons encore à parcourir et à envisager notre objectif ultime, le désarmement général et complet. Il témoignera aussi de l'engagement politique sincère de la communauté mondiale d'adopter des mesures sérieuses et vérifiables de contrôle des armements. Nous ne devons pas minimiser l'importance de cette démonstration à un stade où la confiance internationale a besoin d'être restaurée. Ma délégation jouera donc un rôle actif et constructif dans les négociations au sein du Groupe de travail sur le programme global. Nous espérons que le programme qui sera établi par le Comité constituera un guide pratique et souple, et ne tombera pas en désuétude comme d'autres documents analogues du passé. Nous devrions nous efforcer d'établir un programme qui conserve tout son intérêt pour les négociateurs de l'avenir, jusqu'à la réalisation de notre objectif final.

Je tiens à dire que j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les arguments présentés par M. l'Ambassadeur d'Italie au cours de son intervention au début de cette séance. Il a exposé beaucoup mieux que moi la relation vitale qui existe entre le programme global de désarmement et les mesures collatérales plus larges visant à susciter un climat international propre à assurer le succès d'un programme global de désarmement.

Le PRESIDENT (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Royaume-Uni, M. l'Ambassadeur Summerhayes, de sa déclaration et des aimables paroles qu'il a adressées à la présidence.

Conformément à la décision prise à la 104ème séance plénière, j'ai le plaisir de donner la parole au distingué représentant de la Norvège, Son Excellence le Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Johan Jorgen Holst. M. Holst a été

(Le Président)

nommé Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des affaires étrangères en 1979. Pendant la période comprise entre 1976 et 1979, il a exercé les fonctions de Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la défense. Jusqu'en 1976, il a été Directeur des recherches à l'Institut norvégien de relations internationales. H. Holst est l'un des experts norvégiens les plus éminents en matière de désarmement.

M. HOLST (Norvège) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, j'ai le plaisir et l'honneur d'être le premier représentant norvégien à prendre la parole devant le Comité du désarmement en notre nouvelle qualité d'observateur actif auprès de cet important forum de négociation. Nous nous félicitons de l'adoption d'une procédure qui permet aux pays non-membres intéressés de participer aux travaux du Comité. La Norvège, comme toutes les petites nations, a une action limitée par ses ressources, mais l'enjeu des négociations de Genève n'en est pas moins important pour elle, et nous essaierons, dans notre rôle d'observateur, de contribuer utilement aux travaux du Comité. J'espère sincèrement que ce ne sera qu'un début, et que la Norvège deviendra en temps voulu membre à part entière du Comité du désarmement.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous féliciter d'avoir été appelé, en tant que représentant de la République démocratique allemande, à occuper le poste important de Président du Comité du désarmement pendant le mois de mars. Je voudrais aussi vous remercier de vos souhaits chaleureux de bienvenue et des paroles aimables que vous avez prononcées au sujet de mes qualités personnelles. J'espère qu'à la fin de mon intervention, on ne vous accusera pas de m'avoir fait une publicité trompeuse.

Il y a deux points de l'ordre du jour du Comité que je voudrais examiner avec quelques détails en raison de l'intérêt particulier qu'ils présentent : l'interdiction complète des essais nucléaires et la convention sur les armes chimiques.

Ces questions, de même que celle du programme global de désarmement, ont été considérées comme hautement prioritaires par l'Assemblée générale, pour la période allant jusqu'à la deuxième session extraordinaire du désarmement l'an prochain.

Comme la question du programme global de désarmement figure à l'ordre du jour de la séance de ce matin, je formulerai quelques remarques et observations concernant l'objectif et la teneur de ce programme.

Il est généralement reconnu, je crois, que le désarmement est d'une importance capitale pour l'avenir de la communauté internationale et qu'il ne peut pas être réalisé dans l'immédiat. Il faut donc progresser dans des domaines concrets et limités en établissant des plafonds et des limitations précises pour certaines armes ou certaines activités militaires. En réalité, ce qu'on a fait au cours des vingt dernières années n'a pas été sans importance si on le compare, par exemple, à ce qui a été fait entre les deux guerres. Cela ne veut pas dire que les progrès aient été satisfaisants. Loin de là. Mais, il importe de maintenir la crédibilité dans le public, la conviction que le désarmement et la limitation des armements constituent des objectifs réalistes et concrets et non simplement des points de référence dans la rhétorique diplomatique.

Sans doute, les négociations à l'intérieur et à l'extérieur du Comité doivent-elles porter sur des questions précises et limitées, mais il importe également de créer un cadre pour établir des priorités, des liens et une progression. C'est essentiel pour maintenir la cohérence de l'ensemble des négociations. Plus importante encore est la tâche politique qui consiste à ne jamais perdre de vue l'objectif ultime et les voies

(H. Holst, Norvège)

qui y conduisent, et à obtenir des grandes puissances l'engagement qu'elles suivront ces voies pour atteindre cet objectif.

La course aux armements, par ses multiples aspects et ses dimensions, constitue un énorme gaspillage de ressources dans un monde où il y a trop de misère et d'injustice. Cette course comporte aussi des risques de faux calculs, de compétition accélérée, d'accident imprévisible. Nous devons introduire plus de certitude et de prévisibilité dans une situation dangereusement compétitive, ce qui nécessitera plus de transparence en ce qui concerne les programmes et les budgets militaires. Le secret est, dans une grande mesure, devenu anachronique à l'ère de la photographie et de l'observation par satellite. Mais les satellites ne peuvent enregistrer que les résultats de décisions budgétaires datant de plusieurs années. Le secret budgétaire est dangereux, car il engendre l'incertitude, suscite des réactions anticipées et réduit la prévisibilité.

Un programme global de désarmement doit comporter des mesures propres à renforcer la confiance, des promesses de réductions spécifiques, le renoncement à certaines activités, des règles d'application convenues, des procédures de vérification et des arrangements de sécurité appropriés.

La menace des armes nucléaires constitue le premier problème à résoudre, celui qui doit avoir la priorité dans les négociations sur la limitation des armements et le désarmement.

Permettez-moi de faire quelques remarques sur certains éléments du programme global, auxquels mon gouvernement attache une importance particulière.

Les Etats dotés d'armes nucléaires ont non seulement la responsabilité, mais aussi l'obligation véritable de réduire le rôle des armes nucléaires dans leurs stratégies et leurs arsenaux. Le moment est venu de rompre cette spirale ascendante et de rétablir la confiance dans la volonté et la capacité de l'homme d'échapper à l'asservissement nucléaire. L'expérience montre que la possibilité de faire du recours potentiel à l'arme nucléaire une monnaie d'échange politiquement utile est en fait très limitée. Les Etats dotés d'armes nucléaires ne doivent pas tenter d'élargir cette possibilité et de se servir de la menace nucléaire dans leurs relations diplomatiques. L'expérience montre en outre que les avantages que peut donner la course aux armements nucléaires sont tout au plus marginaux et toujours de courte durée. Il incombe aux Etats dotés d'armes nucléaires de conclure des accords et des arrangements de nature à atténuer les incitations et les tendances à chercher un avantage unilatéral.

L'effort de désarmement devrait, selon moi, viser également à contribuer à l'établissement du nouvel ordre économique international, du fait que les ressources en hommes et en matériel, servant à des fins militaires, seraient affectées au développement social et économique, dans l'intérêt, en particulier, des nations en développement.

L'interdiction complète des essais m'apparaît comme une mesure capitale pour arrêter la course aux armements nucléaires. Un traité à ce sujet constituerait un instrument non discriminatoire d'une importance essentielle pour promouvoir la non-prolifération. En le concluant, les Etats dotés d'armes nucléaires feraient un grand pas pour s'acquitter de leurs obligations aux termes de l'article VI du Traité sur la non-prolifération.

(M. Holst, Norvège)

Les progrès vers un accord sur l'interdiction complète des essais sont beaucoup trop lents, mais je tiens à me joindre à ceux qui se sont félicités du rapport intérimaire commun soumis à Genève le 30 juillet 1980 par les participants aux négociations tripartites..

Naturellement, ce rapport ne saurait remplacer un accord. Les essais continuent; dans les années 1970, plus de 400 explosions nucléaires ont été signalées.

Les questions techniques sont complexes, spécialement celles qui concernent la vérification. Mais les avantages d'un accord et les risques qu'impliquerait sa violation devraient maintenant l'emporter sur les obstacles techniques qui s'opposent à sa conclusion.

Un système adéquat de vérification est un élément nécessaire dans un régime d'interdiction complète des essais tant pour assurer le respect des engagements pris que pour renforcer la confiance. C'est précisément dans ce domaine de la vérification que mon pays peut apporter sa contribution grâce au personnel spécialisé et à l'équipement de l'ensemble sismologique norvégien NORSAR.

Ce système de vérification comportera comme principal élément un échange international efficace de données sismologiques. Ces dernières années des progrès très importants ont été réalisés vers la création d'un système d'échange international de données sismologiques par le Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'étudier des mesures internationales de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques. Ce groupe avait été initialement créé par la Conférence du Comité du désarmement en juillet 1976 à la suite d'une proposition suédoise, puis maintenu par le Comité du désarmement. Des savants norvégiens ont activement participé aux travaux du Groupe spécial qui, dans ses rapports CCD/558 et CD/43, a recommandé la mise en place d'un système sismologique mondial pour faciliter la vérification d'un traité d'interdiction complète des essais. Le secrétaire du Groupe spécial, un homme de science norvégien, a été chargé de coordonner les activités techniques du groupe. Un autre expert norvégien dirige actuellement un des cinq groupes d'études que le Groupe spécial a créés pour coordonner les efforts tendant à l'organisation d'un échange international souple et efficace des données sur les formes d'ondes sismiques.

L'observatoire sismologique NORSAR, qui comprend plus de 50 sismographes répartis dans le sud-est de la Norvège, enregistre depuis plus d'une dizaine d'années les signaux des séismes et des explosions nucléaires souterraines. Des experts de nombreux pays ont participé aux travaux de recherche à la station NORSAR. Ces travaux ont entraîné une amélioration des méthodes permettant de distinguer les signaux des explosions de ceux des secousses sismiques. Ils ont contribué à rendre techniquement possible la vérification de l'interdiction complète des essais. A mon avis, la Norvège est en mesure d'apporter une contribution importante au système de vérification qu'établirait un traité dans ce domaine en mettant les données de NORSAR à la disposition d'un organisme sismologique mondial et en facilitant l'évaluation scientifique des données enregistrées pour vérifier l'application du traité.

Dans son allocution à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, en 1978, le Ministre norvégien des affaires étrangères a indiqué que son pays était prêt à faire de NORSAR l'une des stations d'un système mondial de vérification sismique qui surveillerait l'application d'un accord

(M. Holst, Norvège)

sur l'interdiction complète des essais nucléaires. La capacité de détection de NORSAR pour plusieurs régions importantes du monde est supérieure à celle des autres stations sismologiques énumérées dans le document CCD/558.

Au cours des dix dernières années, les savants norvégiens ont effectué des études importantes et exécuté de grands travaux de recherche portant sur la détection, la localisation et l'identification des explosions nucléaires souterraines. Les résultats des recherches les plus récentes ont été présentés au Groupe spécial d'experts scientifiques en matière d'événements sismiques pour qu'il puisse en faire état dans son rapport.

Dans le cadre de son mandat actuel, le Groupe spécial a reçu des experts norvégiens les communications suivantes :

- 1) Estimations de la magnitude des secousses sismiques et des explosions souterraines. Cette étude a été entreprise en vue d'améliorer les estimations de magnitude dans les stations proches d'un événement sismique donné. Il est recommandé de revoir les facteurs de correction de la magnitude actuellement utilisés pour obtenir une détermination uniforme de la magnitude des secousses sismiques et des explosions.
- 2) Identification des phases sismiques des événements régionaux. Cette étude repose sur les données provenant d'un petit ensemble expérimental qui fonctionne à NORSAR depuis 1979. Elle montre que les phases sismiques peuvent être identifiées d'une façon très sûre au moyen de ces données auxquelles on applique des techniques spécialement mises au point pour le traitement des signaux.
- 3) Localisation des événements sismiques régionaux. Cette étude décrit une procédure de localisation pour un petit ensemble sismologique qui peut fournir des estimations pour la localisation d'événements sismiques régionaux avec une marge d'erreur inférieure à 30 km. Ces données, bien qu'elles aient un caractère préliminaire, seraient utiles pour définir des événements lorsqu'ils sont signalés aux centres internationaux de données d'un réseau mondial de surveillance.
- 4) Options concernant l'échange rapide de données sur les formes d'ondes sismiques. Cette étude a pour objet d'évaluer la possibilité d'utiliser des techniques modernes de transmission des données pour permettre un échange de données numériques sur les formes d'ondes sismiques. Il y est recommandé de procéder à des essais pratiques à cet égard. La Norvège est disposée à assurer la coordination de ces essais.

Je crois savoir que dans ses efforts pour concevoir un système mondial de surveillance, le Groupe de travail s'est fondé, pour la plus grande partie de ses travaux, sur la technologie actuellement existante. Nous espérons participer activement, dans les prochaines années, au perfectionnement d'un système mondial pour l'emploi des systèmes les plus modernes de communication et de traitement par ordinateur.

Permettez-moi de répéter que nous n'épargnerons aucun effort, sur le plan politique et grâce à notre compétence et à notre équipement techniques, pour faciliter un accord sur le système international de vérification qu'établirait un traité interdisant tous les essais nucléaires.

(M. Holst, Norvège)

Je parlerai maintenant de quelques autres mesures concernant les armes nucléaires.

La priorité absolue doit être donnée aux mesures à prendre pour prévenir la prolifération des armes nucléaires. Si nous ne parvenons pas à éviter que de nouveaux Etats se dotent d'armes nucléaires, nous courrons le risque d'une anarchie nucléaire. Il est absolument de l'intérêt de tous les Etats d'empêcher la dissémination des armes nucléaires. Mais tous ont à faire face à des problèmes de sécurité. Pour qu'ils renoncent à l'option nucléaire, il faut qu'ils aient la garantie suffisante que les Etats figurant dans leurs calculs de sécurité feront eux-mêmes preuve de retenue. Le Traité sur la non-prolifération contribue à leur fournir cette garantie, tout comme le feraient des zones exemptes d'armes nucléaires dans les conditions et le contexte appropriés. Mais la manière dont est perçue l'utilité d'une option nucléaire dépend dans une très grande mesure de la politique des Etats dotés d'armes nucléaires et du rôle que jouent ces armes dans le comportement et les attitudes de ces Etats.

Les corrélations qui existent à cet égard sont clairement apparues lorsqu'en septembre dernier, à Genève, la Deuxième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération s'est terminée sans que les participants puissent s'entendre sur une déclaration finale. La Norvège regrette cet échec, d'autant plus que l'accord général s'était fait sur nombre de points importants.

La Conférence a cependant accompli la tâche qui lui incombait : examiner l'application du Traité au cours des cinq dernières années. A peu près toutes les délégations ont estimé que cet important traité de limitation des armements, destiné à empêcher la dissémination des armes nucléaires, représentait une réussite exceptionnelle en matière de limitation des armements et contribuait à la sécurité de chacune des parties.

Les principaux points de désaccord qui sont apparus au cours de la Conférence d'examen ont porté sur la capacité et la détermination des Etats dotés d'armes nucléaires de diminuer l'influence de ces armes dans les relations internationales en négociant des réductions réelles de leurs arsenaux. Un grand nombre de pays ont estimé que les Etats dotés d'armes nucléaires n'avaient pas rempli avec assez de détermination et d'énergie l'obligation que leur imposait le Traité sur la non-prolifération de poursuivre les négociations en vue de réduire leurs armements nucléaires.

A cet égard, je tiens à souligner l'importance d'une reprise vigoureuse des négociations SALT pour qu'elles aboutissent à des accords sur une réduction sensible des arsenaux et du déploiement d'armes nucléaires stratégiques. Le terrain est préparé pour de tels progrès et il appartient maintenant aux deux grandes puissances nucléaires d'aller au-delà du point que les anciennes approches avaient permis d'atteindre. La Norvège attache une importance particulière à une reprise rapide et décisive des négociations en vue d'épargner au continent européen une nouvelle course aux armements qui se caractériserait par une compétition dans le déploiement de forces nucléaires tactiques. Compter de plus en plus sur le nucléaire pour assurer la sécurité en Europe est, à mon avis, incompatible avec le souci de consolider le régime de non-prolifération dans le monde.

Mon gouvernement souhaiterait aussi qu'il soit mis carrément fin à la production de matières fissiles destinées à des fins d'armement. L'interdiction de produire des matières fissiles à des fins d'armement tendrait à réduire l'inégalité actuelle entre

(M. Holst, Norvège)

les Etats dotés d'armes nucléaires et les Etats non dotés de ces armes. Les premiers devraient alors accepter de se conformer au système de garanties de l'AIEA à peu près dans les mêmes conditions que les seconds, ce qui éliminerait un élément de discrimination manifeste entre ces deux catégories d'Etats.

Le problème des garanties de sécurité à accorder aux Etats non dotés d'armes nucléaires n'a pas été jusqu'ici résolu d'une manière satisfaisante. La Norvège partage l'avis des Etats selon lesquels la résolution 255 adoptée par le Conseil de sécurité le 19 juin 1968 ne fournit pas des garanties suffisantes aux Etats non alignés. Les Etats qui ne sont pas parties à des alliances offrant des garanties de sécurité dans le domaine nucléaire, et auxquels il a été demandé de renoncer à l'option des armes nucléaires, sont fondés à réclamer des garanties contre toute attaque ou menace d'attaque aux armes nucléaires.

Il incombe donc particulièrement aux Etats dotés d'armes nucléaires de trouver une solution à ce problème qui, en fait, est d'une importance capitale pour l'ensemble du régime de non-prolifération. Pour leur part, les bénéficiaires de garanties doivent être prêts à examiner d'une manière constructive différentes solutions en vue de promouvoir un régime d'interdiction des armes nucléaires qui soit acceptable par tous les pays.

La Norvège estime que sur la question des garanties de sécurité négatives, d'importants progrès ont été accomplis grâce aux déclarations pertinentes faites en 1978 par les Etats dotés d'armes nucléaires, à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Ces garanties pourraient encore être renforcées et officialisées.

Permettez-moi maintenant d'aborder le problème d'une convention sur les armes chimiques. Il est urgent de réaliser des progrès dans ce domaine. En effet, les moyens de guerre chimique se répandent. Nous avons appris par la presse que des armes chimiques auraient été utilisées dans de récents conflits. Il importe d'empêcher que ne soit plus largement admis l'emploi de ces armes. L'instrument le plus utile à cet effet serait une convention sur les armes chimiques. Le rapport sur leurs négociations bilatérales que les Etats-Unis et l'Union soviétique ont déposé l'année dernière (CD/48 et 112) offre une base constructive pour la poursuite des efforts dans ce domaine.

On pourrait peut-être s'inspirer de la session qu'a tenue l'année dernière la Conférence d'examen de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction. Cette conférence était présidée par la Norvège. Il me paraît encourageant de noter qu'à la date où s'est tenue la conférence d'examen, 31 Etats avaient ratifié la convention, six nouveaux Etats y avaient adhéré et 37 autres l'avaient signée mais n'avaient pas encore terminé le processus de ratification. Dans la déclaration finale adoptée par consensus, les Etats parties à la Convention ont réaffirmé leur ferme détermination d'exclure absolument l'emploi comme armes des agents bactériologiques (biologiques) et des toxines.

Il faut actuellement conclure de toute urgence une convention analogue sur les armes chimiques. Nous espérons que le Groupe de travail spécial créé par le Comité du désarmement sera en mesure de présenter à cet effet des résultats positifs dans un proche avenir. Mon gouvernement appuie vivement les efforts déployés dans ce sens et souhaite contribuer de manière constructive aux travaux de ce groupe de travail spécial.

(M. Holst, Norvège)

Nous reconnaissons l'extrême importance que revêt la question de la vérification. Malgré les difficultés techniques, il faudra, pour éviter des obstacles, définir les engagements d'une manière compatible avec les possibilités techniques de contrôle. La volonté politique est indispensable pour l'établissement de dispositifs appropriés. Elle l'est également pour l'évaluation équilibrée des risques de fraude et du danger que présenterait pour l'avenir des relations internationales une situation incontrôlée.

Le premier objectif à viser doit être l'interdiction de mettre au point, de fabriquer et de stocker des armes chimiques et la destruction des stocks existants. Mais nous reconnaissons que pour éliminer effectivement les armes chimiques et la guerre chimique, il faudra en outre interdire les activités, les installations, les travaux d'organisation et de planification liés à l'emploi des armes chimiques.

Une convention doit tenir compte de tout cela. C'est pourquoi nous serions en faveur d'une approche globale.

A cet égard, nous considérons que la "capacité de guerre chimique", expression définie par la Suède dans les documents CD/97 et CD/142, est un concept utile pour l'étude de la question.

Il est important et urgent de trouver une solution globale. Des composants binaires seront peut-être disponibles d'une manière plus générale à l'avenir, ce qui réduira très fortement le temps nécessaire à l'acquisition d'agents de guerre chimique. Le concept susmentionné pose toutefois quelques problèmes de définition selon qu'il s'agit d'une "préparation pour cette guerre" ou d'une "protection contre cette guerre".

Permettez-moi de rappeler que la Norvège a annoncé, en avril 1980, qu'elle n'autoriserait ni le déploiement ni le stockage d'armes chimiques sur son territoire. Elle suit ainsi la même politique que celle par laquelle elle interdit l'implantation et le stockage d'armes nucléaires sur son territoire.

Nous approchons maintenant de la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement, dont les résultats dépendront en grande partie de la mesure dans laquelle auront été adoptées, d'ici là, des solutions efficaces pour mettre en oeuvre le programme d'action adopté à la première session.

Un facteur important à cet égard est le programme global de désarmement, dont s'occupe l'un des quatre groupes de travail du Comité. Nous sommes persuadés que, dans ce domaine comme dans d'autres fort importants pour le succès de la prochaine session extraordinaire, le Comité du désarmement prendra les initiatives qui sont les plus urgentes en ce qui concerne la suite à donner au programme d'action.

Indépendamment des nombreuses questions très importantes qui doivent être traitées à la deuxième session extraordinaire, mon gouvernement tient à appeler l'attention sur une proposition que nous avons présentée à la première session extraordinaire et qui figurait en partie dans le Document final (A/S-10/4, par. 125 q)).

Cette proposition demandait que les pays adoptent des procédures pour évaluer les effets des acquisitions d'armes et des programmes militaires importants sur la limitation des armements et le désarmement. L'idée d'arrêter la course aux armements en en faisant disparaître les motifs se trouve exprimée dans une certaine mesure dans le Document final de la première session extraordinaire sous la forme d'une recommandation demandant que les Etats évaluent les incidences que peuvent avoir les travaux de recherche et de développement en matière militaire sur les accords en vigueur.

(M. Holst, Norvège)

La Norvège a attiré votre attention sur un problème d'ordre général et ne suggère pas que soit imposée telle ou telle solution. Il s'agit de trouver une approche souple qui permette d'adapter les engagements aux procédures de décision des Etats intéressés. Nous attachons une grande importance à l'objectif qui consiste à faire en sorte que la limitation des armements et leur évaluation explicite conditionnent les décisions nationales sur l'acquisition d'armements. C'est par un processus analogue, mais en sens inverse, que devraient être déterminées les propositions relatives à la limitation des armements et au désarmement, ce qui fournirait la base d'une politique globale cohérente de sécurité nationale.

En fait, il y aurait lieu d'élargir encore ces perspectives. Aucun Etat ne doit examiner ces questions du seul point de vue de son intérêt national. Il faut que nous définissions un concept et un objectif de sécurité internationale. A cet égard, mon gouvernement considère les travaux du Comité du désarmement comme extrêmement importants.

En terminant, je vous remercie, Monsieur le Président, de m'avoir donné cette occasion de prendre la parole devant le Comité du désarmement et je forme les meilleurs vœux pour le succès des délibérations du Comité au cours des mois à venir.

Le PRESIDENT (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) :
Je remercie le représentant de la Norvège, le Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Holst, de sa déclaration et des aimables paroles qu'il a adressées à la présidence. Les membres du Comité du désarmement ont certainement écouté avec un grand intérêt ses explications sur la position de son pays à propos de certaines questions de désarmement que nous examinons en ce moment.

M. ISSRAELYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) :
J'ai une question à poser, Camarade Président. Il y a une semaine, mardi dernier, nous avons communiqué un document au secrétariat en le priant de le distribuer. Je voudrais savoir pourquoi la procédure de distribution des documents exige autant de temps. En outre, jeudi dernier, il y a déjà cinq jours, un groupe de pays socialistes a présenté un document que nous n'avons malheureusement pas encore reçu, bien que, de même que le premier, il ait été remis au secrétariat non seulement en russe, mais aussi en anglais.

Le PRESIDENT (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) :
J'ai pris note de la remarque de M. l'Ambassadeur Issraelyan, et je verrai avec le secrétariat ce qu'il en est. Je ferai le nécessaire pour que ce document soit distribué au plus tôt.

La prochaine séance plénière du Comité du désarmement aura lieu le jeudi 12 mars 1981, à 10 h 30.

La séance est levée à 13 heures.